

L'avenir du site de Gandrange

Le plan des syndicats disponible

Le cabinet EVS expertise a présenté le contre-projet syndical au plan de restructuration du site.

MARC FASSONE

Plan qui prévoit la suppression de l'aciérie électrique, du train à billettes et la perte de 595 emplois et qui a été gelé jusqu'à début avril afin de donner le temps aux syndicats d'élaborer un contre projet.

Selon le rapport d'EVS,« la seule alternative crédible consiste à investir entre 110 et 120 millions d'euros dans la construction d'un nouveau four électrique. Compte-tenu de l'obsolescence du four actuel, ce nouvel équipement permettrait de valoriser le laminoir à couronnes et à barres (LCB), l'un des seuls en activité pour les produits longs en Europe.»

Pour Didier Guyot, le directeur d'EVS, «un LCB sans aciérie intégrée n'est pas crédible à terme en raison des coûts d'approvisionnement en matière première depuis l'Allemagne et le Luxembourg.

Le LCB de Gandrange serait en effet alimenté à hauteur de 90% par Duisbourg, situé à 350 km en Allemagne, tout en n'étant utilisé qu'à 66%.»

La conclusion du rapport est claire: «soit ArcelorMittal repense fondamentalement la vocation du site de Gandrange, soit une cession du site et du fond de commerce attaché devrait rapidement être engagée, ce qui implique une recherche de partenaires industriels et financiers crédibles.»

Et de conclure: «avec ou sans Mittal, l'activité doit se poursuivre.»

RUMEURS

Ce plan, investir ou vendre, a t-il une chance d'être accepté par le sidérurgiste? Rien n'est moins sur.

Du coté du ministère de l'économie français, on assure, sans donner de détails, «que des entreprises ont manifesté leur intérêt en vue d'une éventuelle reprise du site.» Des noms circulent: Ascométal, qui appartient à Severstal, Tata Steel ou Saarstahl. La direction du

groupe n'a pas voulu commenter.

Autre rumeur démentie celle là, celle de l'existence, d'un «plan secret»: ArcelorMittal envisagerait de délocaliser la production de Gandrange vers le site polonais de Huta Warzawa, racheté en août 2005 au groupe Severstal avec la promesse faite au gouvernement polonais de maintenir une activité sidérurgique.

Selon ce «plan secret», 300.000 tonnes, prises à Gandrange seraient transférées dans des usines luxembourgeoises du groupe tandis qu'un million de seraient données aux sites de Duisbourg et Hambourg en attendant le fonctionnement à plein régime des installations de laminage du sitenolonais